

Oser défier l'apartheid

Lettre ouverte à la Radio-Télévision suisse (RTS)

Genève, Lausanne, Berne, Bâle, Zurich, Lugano, le 20 novembre 2018

Chers membres de la direction de la RTS,

La sélection de la chanson suisse pour le Concours Eurovision de la chanson est en cours. Bientôt, un jury désignera la chanson qui devrait représenter la Suisse à la finale, prévue en Israël en mai 2019. Certain-e-s d'entre vous seront peut-être appelé-e-s à faire partie de la délégation qui se rendra à Tel-Aviv pour accompagner les artistes lauréat-e-s. Il nous importe que vous sachiez où vous allez.

En l'espace d'un mois seulement, plus de mille citoyen-ne-s en Suisse ont signé la pétition « [Pas de chanson pour l'apartheid](#) », lancée par une centaine d'acteurs et actrices de la culture pour demander aux responsables de la Société suisse de radio et télévision (SRG SSR) de renoncer à participer à cet événement. Parmi les premiers signataires de la pétition figurent Evelinn Trouble, Jean-Alexandre Blanchet, Jeans for Jesus, Gisèle Sallin, Heidi Happy, Jonas, La Gale, Marco Zappa, Michel Bühler, Robin Girod, Rootwords, Sarclo, Tamara Bacci, Thierry Meury, Vanni Bianconi, Véronique Mermoud, Vincent Bertholet, Yves Cerf, Yves Massy, Zoltan Horvath, ainsi que le Musikzentrum Sedel de Lucerne et le centre culturel L'Usine de Genève.

Des artistes et des acteur-trice-s de la culture de toutes les régions de la Suisse qui appellent au boycott de l'Eurovision en Israël. Pourquoi ? Parce qu'après 70 ans de nettoyage ethnique, de colonisation et d'oppression permanente contre le peuple palestinien, l'État d'Israël a fini par instaurer un régime d'apartheid comme on espérait ne plus en voir au XXI^e siècle. Au miroir de l'apartheid, l'Eurovision et son imagerie féérique et scintillante offrent un triste reflet.

L'apartheid est un système d'oppression raciste condamné par les Nations Unies, et qualifié en droit international en tant que crime contre l'humanité. Il est caractérisé par une systématique de discriminations qui vise à asservir une population au profit d'une autre sur un même territoire. La construction du Mur de séparation et la colonisation israélienne en Cisjordanie ; le démantèlement progressif des territoires palestiniens ; l'enfermement de la bande de Gaza dans un ghetto de la taille du canton de Genève ; le harcèlement continu de la population palestinienne dans la ville de Jérusalem ; l'humiliation et la déshumanisation des Palestiniennes par l'armée israélienne constituent les rouages d'un système qui vise l'effacement du peuple palestinien de sa propre terre.

L'espace de cette lettre ne suffit pas à détailler les événements caractéristiques de l'apartheid qui se sont enchaînés en 2018, avant et après la victoire de la chanteuse Netta Barzilai à l'Eurovision, en mai dernier.

À Gaza, depuis le mois de mars dernier, les snipers de l'armée israélienne tirent à balles réelles sur les manifestant-e-s palestinien-ne-s, armé-e-s tout au plus de frondes, qui se rassemblent à 100 mètres derrière la barrière militarisée. Une barrière qui enferme près de 2 millions de personnes dans un ghetto. Ces manifestations, où les Palestiniens-ne-s réclament leur droit reconnu par les Nations Unies de rentrer dans les maisons dont ils/elles ont été chassé-e-s, commémorent les 70 ans de la Nakba, la catastrophe humaine que les Israélien-ne-s célèbrent comme l'acte de fondation de leur État. Bilan provisoire du safari au 18 octobre 2018: [217 morts](#) et plus de 6'000 blessé-e-s par balles.

Les Nations Unies rendent compte chaque mois de démolitions de bâtiments et maisons palestiniennes en Cisjordanie et à Jérusalem, entraînant les déplacements forcés de leurs habitant-e-s. Rien qu'en septembre, [29 constructions palestiniennes](#) ont été démolies et 51 personnes ont été déplacées. Dans les territoires occupés, l'armée israélienne protège les colons israéliens et mène des [raids nocturnes](#), souvent meurtriers, emmenant dans les prisons israéliennes adultes et enfants, entretenant la peur et l'anxiété dans les familles. La brutalité devenue routine.

Sur le plan constitutionnel, le 19 juillet dernier, le parlement israélien a adopté la Loi « Israël, État-Nation du peuple juif », une loi raciste qui marque un tournant dans la consolidation de l'apartheid. Elle consacre la prédominance ethnique juive par-dessus toutes les nationalités et religions représentées dans l'État ; la langue arabe n'a plus qu'un statut "spécial" encore non défini ; la colonisation juive y est érigée en valeur nationale. Les Palestiniens-ne-s disposant d'une carte d'identité israélienne (20% de la population de l'État) sont désormais officiellement des [citoyen-ne-s de seconde classe](#). Les chefs des églises catholiques de Terre Sainte [ont récemment demandé](#) l'abrogation complète de cette loi, « qui fournit une base constitutionnelle et légale à la discrimination entre citoyens israéliens, énonçant clairement les principes selon lesquels les citoyens juifs doivent être privilégiés par rapport aux autres citoyens ». Comme en corollaire, la loi sur la « [loyauté culturelle](#) », autorisant la suppression des subventions aux œuvres artistiques qui oseraient présenter le jour de l'indépendance israélienne comme un jour de deuil, a passé, le 21 octobre dernier, un premier échelon au parlement israélien.

Le pouvoir israélien compte sur l'Eurovision, non pas pour cacher cet état de fait, mais pour le normaliser aux yeux du monde. Dès la victoire de la chanteuse Netta, à la finale de mai 2018, les autorités israéliennes ont affiché leur ambition de faire de l'Eurovision une opportunité politique. Netta s'est elle-même dite ravie que sa chanson aide à « changer l'image d'Israël ». Dans la foulée, le premier ministre israélien l'a nommée « [meilleure ambassadrice d'Israël](#) ». Depuis lors, les performances de Netta à l'étranger sont presque toutes [sponsorisées par les ambassades israéliennes](#). Mais l'effet Netta s'essouffle. [L'annulation](#) du concert prévu à Zurich le 13 novembre est un signe qui ne trompe pas de la méfiance croissante du public à l'égard d'un buzz monté de toutes pièces dans le but de laver l'image du régime israélien.

Les artistes suisses ne sont pas seul-e-s à appeler au boycott de l'Eurovision en Israël. À la suite d'un premier appel publié dans [The Guardian](#), des mobilisations convergentes ont émergé au Royaume-Uni, en Islande, en Irlande, en Australie, en Espagne et en Belgique. Une pétition internationale a été lancée tout dernièrement par le mouvement BDS, recueillant en quelques jours plus de 15'000 signatures.

La Suisse, qui a été accusée par le passé pour son indulgence voire, sa complicité, à l'égard du régime oppresseur en Afrique du Sud ne doit pas prendre ce reproche à la légère. On ne se compromet pas deux fois avec l'apartheid. Les responsables et les collaborateur-trice-s opérationnel-le-s des radios et télévisions du service public suisse devraient en prendre conscience et en tirer des conclusions éthiques, sinon politiques, qui s'imposent. Quiconque participe à l'Eurovision de Tel-Aviv ne saurait ignorer qu'il fait sa part dans le blanchiment de la politique inhumaine israélienne.

Comme les signataires de la pétition « Pas de chanson pour l'apartheid », nous demandons à la Société suisse de radiodiffusion et télévision (SRG SSR) de renoncer à participer à la finale de l'Eurovision, en mai prochain en Israël. Nous demandons aussi à la SRG SSR et à ses unités d'entreprise de respecter le droit à l'objection de conscience de leurs collaborateur-trice-s qui refuseraient de se rendre en Israël, et de ne prendre contre eux/elles aucune mesure de sanction. Face à un régime d'apartheid que tout le monde voit et reconnaît, la moindre des choses serait de ne pas forcer les travailleur-euse-s qui ne veulent pas s'y compromettre.

Regardez derrière le rideau de paillettes ! Osons défier l'apartheid !

Mouvement Boycott Désinvestissement Sanctions, BDS Suisse.